



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

269 | Janvier-Mars 2015

Tensions du développement vietnamien

Les enjeux politiques de la gestion de l'environnement dans les clusters de villages de métier du delta du fleuve Rouge (Vietnam)

Political stakes in the management of the environment in the craft villages's clusters of the delta of the Red river (Vietnam)

Yves Duchère



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7309>

DOI : 10.4000/com.7309

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

Pagination : 9-32

ISBN : 978-2-86781-976-6

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Yves Duchère, « Les enjeux politiques de la gestion de l'environnement dans les clusters de villages de métier du delta du fleuve Rouge (Vietnam) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 269 | Janvier-Mars 2015, mis en ligne le 01 janvier 2018, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/7309> ; DOI : 10.4000/com.7309

© Tous droits réservés



Les enjeux politiques de la gestion de l'environnement dans les clusters de villages de métier du delta du fleuve Rouge (Vietnam)

Yves Duchère¹

La pollution dans les villages de métier du delta du fleuve Rouge a atteint des niveaux historiques. Selon Dang (2009), en août 2009, dans 90 % des villages de métier vietnamiens les seuils de pollution fixés par la loi étaient dépassés. Par ailleurs, on y meurt dix ans plus tôt que dans le reste du pays².

Ces localités qui produisent des articles destinés à la vie quotidienne sont en constante évolution, notamment depuis le *Đôì móì*³ (renouveau) qui a intensifié les efforts de production afin de répondre à un marché international de plus en plus exigeant. Si le niveau de vie des habitants de ces villages s'est considérablement amélioré, l'état de l'environnement est devenu une préoccupation notoire eu égard à sa gravité.

Les villages de métier sont situés pour la plupart d'entre eux dans des zones périurbaines. L'activité agricole y est maintenue de manière inégale selon les localités tandis que l'urbanisation mite progressivement leur finage. L'intensification de la production artisanale et industrielle dans ces villages hypothèque les rendements agricoles et menace fortement la santé humaine.

La gestion environnementale dans les villages de métier rencontre de nombreuses difficultés liées à l'organisation économique des clusters mais également aux fortes collusions entre les acteurs économiques et politiques. Nous postulons que la corruption et ces collusions dans les villages de métier sont en partie responsables de la dégradation généralisée de l'environnement

1. Doctorant, Institut français de géopolitique (Université Paris 8) ; mél : Yduchere@gmail.com

2. En 2010, selon l'UNICEF, l'espérance de vie à la naissance au Vietnam était de 75 ans.

3. Réformes économiques qui, à l'inverse de la pérestroïka soviétique, ne se sont pas accompagnées de réformes politiques.

dans ces localités. Quels sont alors les types de corruptions observables et quelles en sont les modalités ? L'organisation politico-administrative vietnamienne et la législation environnementale sont-elles adaptées à la gestion des clusters de villages de métier ?

La première partie de cet article revient sur l'origine des villages de métier ainsi que sur l'organisation socio-spatiale de leur production ; la seconde questionne le traitement politique des clusters par la structure politico-administrative vietnamienne, tandis que la dernière partie tente de jeter un éclairage sur les différentes formes de corruption, de collusions ou de « petits arrangements » (Gironde, 2008) observables dans les villages de métier.

I - Les villages de métier du delta du fleuve Rouge : de hauts lieux de la production artisanale dans un espace à très hautes densités de population

Depuis plusieurs siècles les villages de métier⁴ alimentent les marchés urbains et ruraux en produits destinés à la vie quotidienne. Ces localités fournissent de nombreux emplois et enregistrent une forte croissance de leur production, notamment depuis le *Đổi mới*.

1- Les villages de métier du delta du fleuve Rouge

Le delta du fleuve Rouge, avec des densités de population atteignant 1 300 hab./km² en 2009, fait partie des régions les plus densément peuplées de la planète. La riziculture y est l'activité principale : en 2002, on y produisait 19,6 % (6 685 300 t) de tout le riz du pays sur 16 % de la superficie des rizières (1 196 700 ha) (Fanchette et Dao The Anh, 2008). À ce dynamisme agricole viennent s'ajouter des activités complémentaires telles que l'artisanat. Ainsi, depuis le XI^e siècle (Langlet Quach Thanh-Tâm, 1993), des activités artisanales et industrielles soutiennent les faibles revenus générés par l'agriculture. La pluriactivité est une caractéristique des sociétés agricoles de l'Asie des moussons. Ce système de production est modulable en fonction de la demande du marché mais il garantit toujours leur subsistance aux agriculteurs. Le calendrier spécifique à la riziculture avec repiquage pratiqué dans cette plaine alluviale très peuplée est une des raisons de l'émergence de l'artisanat. Alors que d'importantes quantités de main-d'œuvre étaient

4. Les définitions varient en fonction des organismes. Ainsi, selon la province de Bắc Ninh, il y aurait 62 villages de métier alors que pour la même province le MARD/JICA (Ministry of Agriculture and Rural Development/Japan International Cooperation Agency) en recense seulement 32 (Fanchette, 2010). Pour la province de Bắc Ninh, un village de métier comprend au moins 50 % d'actifs dans l'artisanat, cette activité devant rapporter au moins 50 % des revenus des villages.

convoquées sur des périodes très courtes pour les travaux des champs, les périodes de chômage étaient longues et pesantes. L'artisanat apparut très vite comme une alternative qui permettait d'employer cette population de façon saisonnière. Dans les zones basses et très inondées pendant la mousson, il était impossible de cultiver le riz du 10^e mois ; les paysans se tournèrent alors vers une activité secondaire. Ainsi dans les terres basses du sud des provinces de Hà Dong et de Hà Nam, l'industrie était fort répandue.

En 1930, Pierre Gourou recensait près de 800 métiers pour le delta du fleuve Rouge (Gourou, 1936), les plus importants étant les métiers de vannier, de tisserand ou encore d'ébéniste. En 2004, le MARD (ministère de l'Agriculture et du Développement rural) comptait 2 000 villages de métier au Vietnam (JICA-MARD, 2004)⁵ et en 2009, 2790 (fig. 1, voir cahier des illustrations en fin de numéro).

Le délitement puis l'effondrement de l'Union soviétique, associés à la perte de vitesse des coopératives vietnamiennes et à l'ouverture des marchés, ont entraîné un regain de l'activité individuelle. En effet, l'ouverture économique de 1986 a relancé la production artisanale et a modifié considérablement les chaînes de production. C'est à partir de cette date que des ateliers mécanisés apparaissent dans certains villages de métier. De nouvelles localités en charge d'une partie du système de production apparaissent également. En 1995, le MARD dénombrait 500 villages de métier dans le delta du fleuve Rouge, tandis qu'en 2005 la même institution en recensait plus de 1000.

Selon un rapport de la Banque mondiale de 1999, les villages de métier participent à hauteur de 41 % au PIB du secteur industriel et occupent 64 % de la main-d'œuvre du secteur industriel non étatique (1,35 million d'employés). Le taux de croissance des productions artisanale et industrielle rurales atteint 9 % par an depuis la fin des années 1990, et le montant des exportations dépasse 600 millions US\$ en 2003 (Duchère, 2012). Le secteur privé, et particulièrement l'économie familiale, contribue pour une large part au développement économique rural⁶.

2- Organisation en clusters des villages de métier

Les villages de métier sont le plus souvent organisés en clusters. Ce mode d'organisation, dont l'origine remonte au xv^e siècle, implique une grande

5. Chiffres tirés du rapport JICA-MARD, 2004 intitulé : Étude sur la planification du développement des métiers artisanaux selon l'orientation d'industrialisation et de modernisation des campagnes en République socialiste du Vietnam (2004).

6. Secteur public (4 %), coopératives (4 %), entreprises privées (40 %), artisanat familial domestique (52 %).

proximité (spatiale et sociale) entre les différents acteurs s'adonnant à la production d'un article en particulier. Les clusters de villages de métier se sont imposés comme systèmes de production localisés depuis la période féodale jusqu'à la présente période d'économie de marché en passant par une phase de collectivisme. Certains ont dû modifier leur production pour s'adapter tandis que d'autres ont disparu (cluster de la soie, district de Hoai Duc). Avec la modernisation de la production, certaines chaînes de production changent d'envergure et nécessitent davantage de place.

Les clusters de villages de métier sont des

regroupements de villages dont les entreprises non agricoles sont spécialisées dans la même activité ou le même groupe d'activités. Le travail est socialement divisé dans le cadre d'accords de coopérations partenariales informels entre des entreprises de petite taille aux activités complémentaires, qui effectuent un segment du processus productif, et entre entreprises de tailles différentes liées par des relations de sous-traitance (Fanchette, 2008).

Mais, les clusters peuvent aussi s'organiser à des échelles plus petites que l'échelle inter-villageoise, notamment internationale, comme c'est le cas pour le cluster du meuble d'art de Dong Ky (Bac Ninh) qui s'étend jusqu'en Chine !

Les métiers ont dans de nombreux cas été initiés par des mandarins originaires du village qui de retour de mission en Chine ont généralisé le métier dans leur village. L'esprit de monopole, la pauvreté des artisans et la volonté de garder le métier dans les limites du village contraignirent les artisans à s'organiser en divisant le travail. Pour Pierre Gourou, dans les années 1930, les artisans, n'ayant pas les moyens d'acheter beaucoup de matière première et d'immobiliser du capital, cherchaient à réaliser rapidement un bénéfice. Ils vendaient leur produit semi-ouvré à un autre village qui l'achevait. Cela nécessitait d'élargir l'espace de production des artisans qui devaient s'organiser en chaîne de production au sein d'un même territoire (Gourou, 1936, cité par Fanchette, 2008). Ce mode d'organisation marque le début des clusters⁷.

Ces systèmes de production reposent sur des relations villageoises de confiance, de complémentarité et de flexibilité. Le savoir-faire, les espaces, la main-d'œuvre ou encore les matières premières sont généralement fournis par des villages du cluster. Le cluster s'organise autour d'un village mère. L'étude de l'organisation du travail fait également apparaître une forte division entre les quartiers et les villages mais aussi entre les types d'entreprises (formelles ou informelles). Le système de sous-traitance est donc essentiel dans le

7. Notons cependant que les villages producteurs de céramiques, d'objets d'art en nacre ou en laque assurent l'intégralité de la chaîne de production dans le village et ne sont donc pas organisés en cluster.

fonctionnement des clusters de villages de métier. La dimension sociale des relations professionnelles dans les villages de métier est particulièrement complexe et fait intervenir des acteurs qui peuvent parfois se situer à des milliers de kilomètres comme c'est le cas pour les entreprises qui exportent leur production.

Les relations de travail (organisation verticale de la production) recouvrent des formes variées puisque si certains villages sont sous traités par le village mère, d'autres le sont par des villages secondaires tandis que quelques villages parviennent à assurer plusieurs étapes de production (A, B et C, fig. 2, voir cahier des illustrations en fin de numéro). Dans certains cas, la relation qui unit le village mère à un village secondaire peut être uniquement marchande, c'est-à-dire que le village n'est pas sous-traité mais achète un lot de pièces à usiner et se charge lui-même d'assurer la vente du produit fini.

Comme nous l'avons précisé plus haut, les villages des provinces périphériques du delta fournissent de la main-d'œuvre au cluster, certains villages du cluster ou de la commune du village mère peuvent également être le point de départ de migrations pendulaires.

Enfin, pour répondre au défi de la mécanisation et de la demande foncière qu'elle génère, certaines localités accueillent des entreprises du village mère en manque de place. Ces nouvelles localisations sont souvent le siège d'une importante activité industrielle aux lourds impacts environnementaux.

3- État de l'environnement dans les villages de métier

La pollution des villages de métier est particulièrement diffuse en raison du grand nombre de petites unités de production dispersées sur le territoire. Les impacts sur la qualité de l'air, de l'eau et du sol sont de plus en plus alarmants et, en plus d'hypothéquer les rendements agricoles, causent des dommages souvent irréversibles à la santé des populations locales, ouvriers en première ligne. Le *Ministry of Natural Resources and Environment* (en vietnamien : Bộ Tài nguyên và Môi trường : MONRE, 2008) estime que 90 % des travailleurs sont exposés à la poussière, 85,9 % aux hautes températures et 59,6 % à la pollution chimique.

La pollution de l'air dans les villages de métier est causée par la combustion de carburants et de charbon souvent de mauvaise qualité. Le charbon est en effet utilisé pour faire fonctionner les machines, par exemple dans les chaînes de production de papier du village de Duong O à Bắc Ninh. En 2007, les villageois de Bat Trang, spécialisés dans la poterie, remplacent les fours à charbon par des fours à gaz réduisant ainsi considérablement la pollution de

l'air (tabl. 1). Les villages de recyclage sont les plus affectés par les émissions de polluants tels que les poussières, l'oxyde d'azote ou encore le monoxyde de carbone.

La pollution de l'eau des villages de métier est fortement conditionnée par les technologies et matières premières utilisées dans le processus de production. Les villages de transformations alimentaires, d'abattage, de teinture et de tissage nécessitent de grandes quantités d'eau qui sont rejetées dans l'environnement sans aucun traitement (7 000 m³/jour). Les villages de martelage et de sidérurgie impactent également la qualité des eaux (acide, Hg, Pb, Cr, Zn, Cu, etc.) bien qu'ils soient moins dépendants de la ressource en eau que les villages cités précédemment.

La teneur des eaux usées en coliformes fécaux est extrêmement élevée dans les villages de transformation alimentaire. La teneur en coliformes fécaux des eaux souterraines est également alarmante dans ces villages puisqu'elle peut être cent fois supérieure à la norme nationale TCVN⁸ (tabl. 2). Les villages de recyclage rejettent de petites quantités d'eau usées mais hautement polluées. La teneur en Zn, Fe, Cr, Ni de ces eaux est particulièrement élevée, notamment dans le cas des villages de sidérurgie et d'artisanat d'art. L'eau de ces villages peut contenir d'importantes quantités de métaux lourds tels que du Cr⁶⁺, Zn²⁺, Pb²⁺... La teneur des eaux usées en métaux lourds est de 1,5 à 10 fois supérieure à la norme nationale TCVN. Les villages de recyclage du papier rejettent quant à eux de la pâte à papier qui sédimente dans les cours d'eau, des colorants ainsi que du charbon et autres déchets solides flottants (papier non recyclable, plastique, chutes, etc.) Les études réalisées par le MONRE montrent que les taux de BOD⁹, DBO5 sont de 1,5 à 15 fois supérieurs à la norme nationale TCVN.

En ce qui concerne les déchets solides, le MONRE estime que les villages de métier de Hanoï produisent 90 t de déchets par jour (sans compter les villages d'élevage). Les déchets solides sont de plusieurs types. À Duong Lieu, le village génère plus de 105 768 t de déchets par an. À Duong O, dans le village du papier, c'est près de 5t/jour de déchets solides qui viennent s'accumuler sur les rives de la rivière Nguyen Khe ou sur le bord des routes... Ces déchets sont des chutes de papier, de métal, de plastique ou encore des résidus de la combustion du métal (mâchefer).

8. Normes nationales vietnamiennes, abrégées en TCVN pour, en vietnamien, Tiêu chuẩn Việt Nam, issues du Vietnam Standard and Quality Institute.

9. En français, DBO pour demande biologique en oxygène.

Village de métier	Types de polluants			
	Émissions	Eaux usées	Déchets solides	Autres
Agroalimentaire, élevage, abattage	Poussières, CO, SO ₂ , CH ₄ , NO _x	BOD5, SS, Colliformes, Total P, Total N	Mâchefer et déchets solides (carcasses, excréments, etc.)	Chaleur
Teinture, tissage, cuir	Poussières, CO, SO ₂ , CH ₄ , NO _x Alcalin Vapeurs de solvants	BOD5, COD, Total N, Cr ⁶ , colorants	Résidus, chutes, sédiments, colorants	Chaleur, humidité, bruit
Arts : - Poteries - Sculpture bois - Pierre	- Poussières, CO, SO ₂ , CH ₄ , NO _x - S ₂ O ₂ , HF, THC - Poussières, fumées gazole - Vapeurs de solvants, oxi Fe, Zn, Cr, Pb	BOD5, SS, Huile, COD, colorants	Déchets, chutes	Chaleur
Recyclage déchets : - Papiers - Métal - Plastique	- Poussières, So ₂ , H ₂ S, Alcalin - Fumées métaux, poussières, CO, Pb, Zn, HF, HCl, THC, fumées acides - Possières, CO, Cl ₂ , HCl, THC, Vapeurs solvants	- pH, BOD5, SS, Total P, Total N, COD, colorants - COD, SS, huile, CN, métaux - BOD5, COD, SS, Total N, Total P, colorants, huile	- Chutes non recyclables, pâte à papier - Métaux lourds - Matières non recyclables	Chaleur
Matériaux de construction	Poussières, CO, SO ₂	SS, s ₁ , Cr	Pierre, charbon	Chaleur, bruit, vibrations

Tableau 1 - Les types de pollutions dans les villages de métier (MONRE, 2008)

D'après les analyses du MONRE, l'espérance de vie dans les villages de métier est de dix ans inférieure à la moyenne nationale et de cinq à dix ans inférieure à celle des villages agricoles ne pratiquant aucune activité artisanale. Selon une étude réalisée par ce même ministère dans la province de Ha Nam sur sept villages de métier (Nha Xa, tissage ; Doi Tam, gong ; Hop Ly, alcool ; Mau Cau, papier ; Dai Phuc, jobsticks ; La Mat, sculpture ; Nhat Tan) et sept villages autres villages agricoles (Yen Nam, Trac Van, Hop Ly, Que, Ngoc Son, Liem Phong), la part d'individus affectés par des maladies respiratoires, digestives ou dermatologiques est largement supérieure dans les villages artisanaux (fig. 3).

Les villages de recyclages sont particulièrement exposés aux maladies digestives, dermatologiques ainsi qu'aux maladies respiratoires. Le taux de cancer dans ces localités est en constante augmentation et ce taux élevé concerne autant les individus qui pratiquent une activité artisanale que ceux qui n'en pratiquent pas.

Transformation amidon			Vermicelles de riz				Alcool			Norme 5945 2005 (B) (TCVN)
Duong Lieu*	Cat Que**	Minh Khai**	Cam Thach, Quang Tri***	Van Cu, Thua Thien Hue***	Phu Do***	Tu Ky****	Tan Do*	Quang Minh*	Quang Binh*	
1,4.10 ⁴	3,2.10 ⁴	7.10 ⁴	11.10 ³	230.10 ⁶	5.10 ¹⁰	1,4.10 ¹⁰	26.10 ⁴	10.10 ⁴	21.10 ⁴	0,5.10 ⁴

Unité : mpn/100ml (nombre le plus probable pour cent millilitres)

Tableau 2 - Coliformes et eaux usées des villages de transformation agroalimentaire (MONRE, 2008)

Dans les villages de recyclage du métal, les maladies liées à des infections cutanées, à des troubles neurologiques ou encore à des problèmes respiratoires sont les plus communes. Les hautes températures et les fumées toxiques entraînent des cancers du poumon, des maladies gynécologiques, oculaires, digestives ainsi que la tuberculose. À Yen Xa, selon une enquête réalisée par le MARD au dispensaire communal, entre 2000 et 2006, 25,5 % des patients au niveau communal décédèrent d'un cancer du poumon.

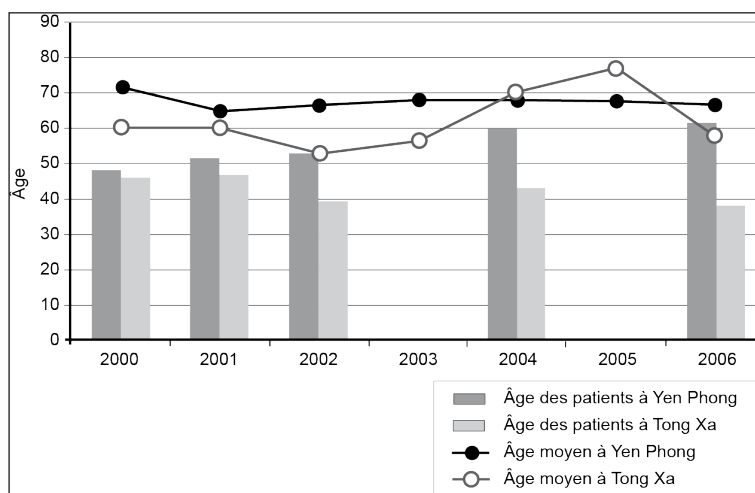


Figure 3 - Âge des patients dans un village agricole (Yen Phong) et dans un village artisanal (Tong Xa), d'après MONRE (2009)

À ces maladies s'ajoutent les accidents du travail qui, selon le MARD, représentent 33,3 % des hospitalisations annuelles dans les villages de métier. Ce pourcentage varie évidemment en fonction du type d'artisanat. Ainsi, en 1999, les accidents du travail à Da Hoi (sidérurgie) représentaient près de 60 % des hospitalisations et 42,2 % à Dai Bai en 2002.

Dans les villages de transformations agroalimentaires, d'élevage et d'abattage, les maladies les plus courantes sont liées à des infections

cutanées, des muqueuses ou encore des irritations oculaires. Des callosités, champignons ou des irritations du cuir chevelu sont également fréquemment relatés. Les maladies respiratoires et digestives sont moins développées que dans les villages de recyclage.

Les villages de tisserands et de teinturiers sont quant à eux davantage concernés par des problèmes liés à l'environnement sonore qui peut créer des troubles auditifs et maux de tête, dépressions et insomnies. Les colorants, le chlore et la poussière altèrent également la santé des habitants de ces localités. Comme le montre la figure 5, (troubles n'existant pas dans la fig. 3) les troubles neurologiques dans le village de Van Phuc représentent 45 % des pathologies observées.

II - Un modèle de gouvernance inadapté aux clusters de villages de métier

Les clusters de villages de métier ne sont pas reconnus sur le plan administratif car ces villages appartiennent à des unités communales et parfois à des districts différents. Ainsi, il n'y a pas de reconnaissance officielle des clusters de la même manière qu'il n'y a pas d'institution transversale et supra-communale en charge de leur gestion. Par ailleurs, les communes, c'est-à-dire les échelons les plus proches du niveau du cluster, ne sont pas dotées de prérogatives suffisantes pour administrer ces espaces en cours d'industrialisation rapide et pour lesquels la législation environnementale apparaît inappropriée.

1 - Opacité de la répartition des prérogatives entre échelons territoriaux

Il n'y a pas de définition claire des responsabilités des différents ministères en matière de gestion de l'environnement dans les villages de métier. En théorie, deux ministères sont en charge de développer les villages de métier : le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MARD), et le ministère de l'Industrie et du Commerce (MOIT). Le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (MONRE) doit gérer l'environnement des villages de métier. La coordination entre ces différentes entités est relativement faible et les conflits d'intérêts particulièrement forts. Konstadakopoulos (2008) souligne que le MONRE doit gérer l'environnement ; le MARD est responsable du développement rural et de la promotion de l'artisanat ; le ministère de la Construction est responsable de l'adduction d'eau et du traitement des eaux

usées et enfin le MOIT gère la pollution des entreprises d'État mais pas celle des villages de métier.

Aucune institution officielle n'est chargée de gérer le territoire des clusters de villages de métier ce qui aggrave leur situation environnementale. Les différents ministères, à travers leurs départements provinciaux et bureaux de district ou de commune, doivent défendre leurs lignes politique et stratégique. Les villages de métier sont des arènes politiques dans lesquelles les ministères, leurs intérêts et représentations associées entrent en conflit.

Le système léniniste des courroies de transmission qui place les échelons inférieurs en position d'exécutant rappelle par de nombreux aspects la théorie du principal et de l'agent. En effet, comme le précise Pascal Bergeret (2003) dans *Paysans, État et marchés au Vietnam*, les relations entre les différents niveaux de l'administration sont caractérisées par un système de contraintes/incitations qui place systématiquement l'échelon de la commune, du district et de la province dans une situation de dépendance face aux orientations voulues par les autorités centrales. Au Vietnam, le développement local dépend des rapports entre État central et État local. La gestion de l'environnement des villages de métier doit être lue comme tel. Le district et la commune sont de simples rouages exécutants et le faisceau des incitations/contraintes dans lequel elles évoluent n'est pas propice à leur participation active dans la protection de l'environnement.

Dans ce système deux éléments doivent être soulignés : premièrement, si les *agents* (district et communes) chargés d'exécuter les orientations et les ordres du *principal* (État central et provinces) ne reçoivent aucune incitation, alors ils tenteront de solliciter des incitations auprès de la population ; deuxièmement, l'échelon du district apparaît comme un maillon clé de la structure administrative vietnamienne, particulièrement dans le cas de la gestion de l'environnement des villages de métier.

Alors que les communes sont de simples récipiendaires des travaux d'infrastructures et doivent faire appliquer mécaniquement la loi environnementale, les districts sont les relais des grands projets des provinces et de l'État. Les réseaux personnels des dirigeants de districts sont un élément clé pour comprendre leurs relations avec le pouvoir central et leur capacité à attirer la manne de l'État et à adapter les lois à la situation spécifique de leur territoire comme c'est le cas avec l'environnement. Ainsi, l'échelon du district peut court-circuiter le niveau de la province dans son rapport à l'État central. Si la rente économique que perçoit le district sur le chiffre d'affaires des villages de métier de son territoire est mise à mal par la rigueur de la loi environnementale, alors le district fera intervenir son réseau d'influence

afin de contourner les sanctions prévues par la province. Ces situations entraînent alors des conflits internes à l'organisation politico-administrative vietnamienne ; ces conflits opposent généralement des réseaux d'influence et concernent tous les niveaux hiérarchiques.

De plus, dans un système où l'incitation économique et la promotion professionnelle sont les moteurs du fonctionnement administratif, certaines communes sont catapultées au centre d'enjeux et d'intérêts particuliers alors que d'autres, ne présentant pas de caractéristiques économiques, sociales et politiques particulières, peuvent être isolées du jeu de pouvoir entre les réseaux d'influence cités précédemment.

2 - Les clusters : des systèmes de production localisés intercalés entre les échelons administratifs

Le cœur du dynamisme des villages de métier doit, pour être compris, être analysé à partir de l'échelle du cluster. Or, le cluster ne suit pas le découpage administratif et autoritaire du territoire vietnamien. Le fait que les clusters transcendent les limites administratives territoriales démontre leur dynamisme *in situ* mais nuit à leur gestion et à leur accompagnement par les autorités provinciales. Le contrôle du territoire par l'administration est, selon nous, d'abord conditionné par ce que Foucault appelle la « gouvernementalité ». Gouverner c'est :

exercer par rapport aux habitants, aux richesses, aux comportements de tous et de chacun, une forme de surveillance, de contrôle tout aussi attentive que celle du père de famille sur la maison et sur les biens (Dimier, 2010).

Cette forme de surveillance est variable en fonction des districts ou des provinces. Les clusters, en se développant sur plusieurs territoires administratifs profitent alors de situations variées qui créent des avantages comparatifs entre les villages.

L'exemple de la province de Bắc Ninh illustre ce propos. Ainsi, les découpages antérieurs à 1962 intégraient davantage les clusters dans des territoires administratifs cohérents ; leur développement spatial à partir de la fin des années 1990 a entraîné un étalement de ces derniers sur plusieurs unités administratives différentes. Le découpage administratif français distinguait l'échelon de la commune, du district, du canton puis de la province. L'administration communiste supprima l'échelle cantonale et restructura les territoires à partir d'une trame basée sur la commune, le district et la province. Ce redécoupage s'est, dans le cas de Bắc Ninh, accompagné d'une fragmentation des clusters entre provinces et districts. L'exemple du cluster du bois montre qu'avant 1961 il était entièrement compris dans le canton de

Tien Du, province de Bac Ninh ; aujourd'hui¹⁰ il est éclaté entre Hanoi et Bac Ninh, cela étant principalement dû au fait que la province de Hanoi modifie ses limites administratives régulièrement. La fragmentation des clusters peut également se faire à l'échelle du district, c'est le cas du cluster de Phong Khe divisé depuis 2013 entre le district de Tien Du et la ville de Bac Ninh. Nos recherches sur son territoire mettent en évidence que cette gestion éclatée entre deux unités territoriales est mise à profit par les artisans. Le laxisme des autorités de Tien Du est perçu comme une opportunité par les artisans des villages du cluster situé dans la juridiction de la ville de Bac Ninh. Le village de Phu Lam sert de « poubelle » au cluster de Phong Khe, les autorités locales de cette commune étant en effet moins regardantes. Les artisans y rejettent leurs déchets et peuvent également s'y fournir en papier potentiellement recyclable. Le cluster du papier a pourtant bénéficié dès le début des années 2000 de la construction d'un site artisanal ! Cependant, cet aménagement n'a été pensé que pour accueillir les artisans de la commune de Phong Khe sans prendre en compte que le cluster du papier est également composé d'autres communes comme celle de Phu Lam.

3 - Des collectivités locales présentes dans les clusters mais dépourvues de moyens

La gestion des clusters, en plus d'être éclatée entre les différentes institutions politiques organisées verticalement, est fragmentée horizontalement entre les différentes collectivités locales. Leurs organes exécutifs n'ont pas plus de moyens et de prérogatives que ceux des collectivités locales à dominante agricole. Cette observation souligne une fois encore l'absence de reconnaissance des clusters par l'organisation politico-administrative vietnamienne.

Les comités populaires des communes sont les postes avancés du district où la plupart des services techniques sont regroupés. Ce sont les exécutants directs des projets et orientations retenues par la province dans les districts. La commune n'a aucun moyen de coercition, elle peut infliger des amendes à la population artisanale si celle-ci enfreint la loi environnementale mais les amendes sont plafonnées et les autorités ne disposent d'aucun moyen pour évaluer la gravité des infractions. Les amendes concernent alors les dépôts sauvages d'ordures ou de matières premières et certaines pratiques trop visibles (combustion d'ordures à la place de charbon). La commune intervient davantage dans la gestion de la population, des affaires civiles et foncières et dans ce qui a trait à la sécurité. Même si la commune avait le pouvoir de

10. À noter que depuis 1802 le contour de la province de Bắc Ninh a été redécoupé à quatre reprises : 1802-1819 (Kinh Bắc) ; 1831-1889 ; 1890-1961 ; 1962-1996 (Hà Bắc : réunion de Bắc Giang et Bắc Ninh).

sanctionner les infractions environnementales notoires, elle ne pourrait pas le faire car les cadres formés à l'environnement sont très peu nombreux et les moyens techniques dont ils disposent se limitent le plus souvent à un bureau, une chaise, une armoire et un téléphone.

Il n'existe pas de personnel compétent au niveau des comités populaires communaux, entités élues, pour prendre en charge des fonctions techniques. Ils interviennent dans la gestion des demandes de crédits pour améliorer les conditions de production à la banque agricole, ces crédits étant garantis par l'hypothèque des biens immobiliers (carnet rouge, ou maison).

La législation rurale n'est pas adaptée à ces communes en voie d'urbanisation. Par exemple, il est impossible au comité populaire d'empêcher les artisans d'occuper l'espace public et d'y entreposer des matières premières. Selon la loi, l'amende pour ce forfait ne peut excéder 500 000 VND (Viet Nam Dong, soit 25 €), montant très faible et peu contraignant pour les riches entrepreneurs du bois du village de Dong Ky, au regard du coût de la location d'espaces de stockage. Si la commune veut malgré tout sanctionner des artisans récalcitrants, elle doit faire remonter la plainte au niveau du district qui jugera de la gravité de la situation et la fera, ou non, suivre à la province. La province dispose en effet d'une police de l'environnement qui se déplace dans les cas les plus graves. Mais généralement, avant les sanctions, les cadres communaux négocient et « s'arrangent » avec les artisans afin d'éviter de trop lourdes sanctions administratives.

En ce qui concerne les niveaux supérieurs, le DONRE (département de l'Environnement, province de Bắc Ninh) ne possède que trois pièces d'analyses chimiques et ne dispose pas de véhicule pour effectuer des visites de terrain. Le budget annuel du DONRE de Bắc Ninh est de 90 000 US\$. Avec un tel budget, cette institution ne peut pas contrôler tous les villages de métier de la province. Les fonctionnaires de la commune de Phong Khe sont le plus souvent perçus comme ne voulant pas collaborer avec les autorités du DONRE. Les raisons de cette position sont évidentes : les relations entre les villageois et les fonctionnaires sont particulièrement étroites et intéressées à Phong Khe, car la production alimentaire de manière notoire le budget communal. De plus la répartition des tâches entre le DONRE et le comité populaire de la commune est mal définie¹¹.

11. Théoriquement, la commune doit collecter les taxes sur les eaux usées mais elle répugne à le faire en raison du flou qui règne autour de la rémunération du collecteur. Pour l'entretien de la zone industrielle, la situation est similaire : les fonctionnaires locaux sont censés organiser la gestion de cet espace mais rien n'est précisé sur ce sujet dans leurs « contrats ». Il arrive également que les cadres de la commune s'insurgent contre la décision du DONRE d'avoir voulu infliger des amendes à tel ou tel artisan sans en parler au préalable aux responsables locaux.

Les clusters sont donc intercalés entre les différentes unités administratives vietnamiennes. De plus, leur gestion met en lumière un système *top down* inadapté à des réalités locales qui varient d'une localité à une autre et qui méritent des réponses et stratégies adaptées aux caractéristiques de chaque village.

4 - L'environnement des villages de métier : le cadre légal

Depuis que le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (MONRE) a été créé en 2002 et, suite à la réactualisation en 2005 de la Loi environnementale de 1993, près de 150 documents législatifs ont été promulgués. Le MONRE gère sept secteurs parmi lesquels le foncier, les déchets, les ressources naturelles, les activités artisanales des villages de métier, les activités minières et forestières, etc. Les documents officiels faisant office de loi et de réglementation comptent pour plus de la moitié des promulgations.

À titre d'exemple, en matière de contrôle de la pollution des eaux, de nombreux décrets existent et sont censés réguler les activités artisanales et industrielles dans les villages de métier :

- Décret 67/2003/ND-CP (Système d'amendes environnementales)
- Loi nationale de protection de l'environnement (2005)
- TCVN (Normes standard de qualité de l'eau, 5945-2005)
- Décret 66/2006/ND-CP (Responsabilité environnementale des provinces dans la gestion des villages de métier)
- Décret 80/2006/ND-CP et 21/2006/ND-CP (Études d'impacts environnementales)
- Décret 21/2006/ND-CP (Sanctions et amendes environnementales)

Les textes de lois semblent précis mais les acteurs en charge de les faire appliquer sont trop nombreux. Ainsi, selon le Décret n° 66/2006ND CP, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural doit mettre en place un *master plan* national pour contrôler le développement des villages de métier ; selon le Décret 189/2007/ND CP, le ministère de l'Industrie et du Commerce doit gérer les sites artisanaux de districts ainsi que les entreprises locales déclarées ; et enfin, selon le Décret 132/2008/QD TTg du 30/9/2008, le MONRE doit contrôler la pollution des zones rurales, urbaines, des zones industrielles, des zones côtières, des zones économiques, etc.

En plus de cet éclatement des responsabilités entre ministères en matière de gestion de l'environnement, les différents niveaux administratifs peinent à communiquer entre eux et à se répartir proprement la gestion environnementale des villages de métier. Ainsi, en juillet 2000, la province de Bắc Ninh mettait en place de nouvelles mesures de gestion de l'environnement, mais, deux ans plus tard, certains villages n'avaient toujours pas connaissance de ces documents.

Enfin, d'un point de vue purement législatif, le contenu des documents officiels censés guider le développement des villages de métier ne prend que très peu en compte les spécificités de chacun et semble davantage pensé pour la grande industrie. Les lois concernant les villages de métier ne font pas de distinction entre les types de production. Il existe un décalage entre l'esprit de la loi environnementale et le fonctionnement complexe des villages de métier reposant sur des relations de travail à plusieurs niveaux et impliquant un grand nombre d'acteurs. Par exemple, si le Décret n° 81/2006/ND CP sur les sanctions administratives liées aux infractions environnementales devait être appliqué, 95 % des artisans des villages de métier devraient alors cesser leur activité.

III - Petits arrangements, collusions et corruption

La corruption, les collusions ou les « petits arrangements » recouvrent différentes formes mais affectent tous la qualité de l'environnement des clusters de villages de métier et parfois même des territoires encore plus vastes.

1 - La commune, un pouvoir négocié avec le village

L'autonomie villageoise pré-1945 qui s'apparentait pour certains à « un petit État gouverné par un conseil de notables » (Nguyễn Van Huyên, 1994), protégé par sa haie de bambous est pour notre analyse d'une grande importance. Le dicton suivant : « les lois du Roi s'effacent devant les coutumes villageoises » continue de laisser sa trace dans la gestion des problèmes rencontrés par la communauté. Le village vietnamien entretient depuis toujours des relations flexibles avec les autorités centrales. Même si la révolution a affaibli la structure du pouvoir villageois, la nature des relations entre le village et l'État n'a pas ou peu été modifiée. Les relations village-État sont négociées, l'application des lois de l'État est en fait adaptée aux contextes locaux. Les villages de métier, plus que les villages agricoles, sont organisés autour d'une identité propre au lieu, propre à l'activité artisanale. Cette

identité se cristallise autour du métier et des efforts à réaliser pour assurer le développement du métier.

Dans les villages de métier où 75 % de la population produit informellement, les conséquences environnementales n'épargnent aucun espace de ces localités. Les faibles marges de rentabilité et la très forte concurrence incitent les artisans à réduire au maximum les coûts de production en utilisant par exemple des machines obsolètes, en étendant l'espace de production sur les espaces agricoles faute de pouvoir acquérir une nouvelle parcelle, et surtout en supprimant l'investissement censé protéger l'environnement : la construction d'un bassin de traitement des eaux ou encore la construction de cheminées suffisamment hautes pour ne pas plonger la commune dans un épais *smog* cancérigène. Cependant, chaque individu est imbriqué dans un jeu complexe de relations de travail avec les autres membres de la communauté villageoise, et tous les acteurs de la chaîne de production suivent les mêmes règles. Ainsi, en écho à la démonstration d'Olivier Tessier concernant le *giup do* (aide) (2009), la réciprocité observée dans les villages de métier poursuit un but particulier : la production et la reproduction des rapports sociaux, rapports indispensables au maintien et au développement du métier. Ces règles sont tacites et implicites, elles reposent sur un subtil accord entre la communauté villageoise et les autorités locales, ainsi qu'entre les habitants eux-mêmes. Ainsi, la cohésion sociale semble excuser la dégradation généralisée de l'environnement ; on a parfois l'impression que la règle sociale consiste à ne pas polluer plus que ses voisins.

Ma cheminée ne fait que 6 mètres de haut, celles de mes voisins également. Si les autres ne se mettent pas aux normes, je ne vois pas pourquoi je le ferais. Si demain ma cheminée fait 12 mètres de haut et qu'autour de chez moi il n'y a que des cheminées de 6 mètres, qu'est-ce que cela changera ? (H.V.C., patron d'une entreprise de fonte du cuivre à Dai Bai, 2011).

Nous sommes tous en relations les uns avec les autres, même si les foyers conservent les bénéfices de leur production, ils partagent avec tout le village les conséquences environnementales. C'est notre mode de vie qui est comme ça, l'environnement de travail et les lieux de vie sont similaires, et c'est comme ça pour tout le monde. (Entretien M.P.T., Phong Khe, 2010).

Dans les relations de voisinage, on préserve la « bonne entente » en évitant de s'adresser reproches et critiques qui seraient déstabilisateurs pour la communauté. Cet évitement permet par là même de s'octroyer des droits à polluer ou à gêner... dans une certaine limite. La loi n'est pas la norme de régulation sociale, elle passe après la norme politique et plus encore après la norme sociale. Le sentiment et la raison priment sur la loi. Un dirigeant qui ne respecte pas ces règles risque d'être mal vu par la population. Pour les Vietnamiens, la loi s'impose donc comme nouveau paramètre à prendre

en compte plus ou moins sérieusement... selon sa position sociale. La représentation populaire de la loi au Vietnam semble aujourd'hui dépendre de la place que chacun occupe dans la société.

2 - Clientélisme et petits arrangements entre les villageois et l'administration communale

À Phong Khe, commune composée de quatre villages spécialisés à des degrés divers dans la papeterie (10 047 habitants, espace périurbain de la ville de Bắc Ninh), la pollution a atteint des niveaux sans précédent.

Les villageois sont impliqués dans de nombreux réseaux lignagers, politiques et associatifs et peuvent difficilement exercer des pressions sur leurs concitoyens lorsqu'il s'agit de régler des problèmes, de pollution par exemple. Il en va de même pour les cadres de l'administration locale avec qui il est préférable d'entretenir de bonnes relations. Avoir un membre du Parti ou de l'administration dans sa famille est un véritable atout que certains utilisent à bon escient. Éviter de trop nombreux avertissements en matière d'environnement, assurer à son foyer des compensations foncières acceptables, recevoir les aides pour les foyers pauvres, obtenir une parcelle dans la zone industrielle sont autant d'exemples de l'intérêt d'avoir de bonnes relations avec l'administration locale.

À Phong Khe, la pollution provient principalement de la zone industrielle aménagée par les autorités communales en 2002. Dans le cadre de son intégration dans la ville de Bắc Ninh, Phong Khe est passée en 2013 au statut urbain. À la suite de cette promotion urbaine, la pression foncière s'est intensifiée sur le territoire communal. Des propositions de projets urbains et industriels ont alors progressivement été faites par des acteurs privés. Afin de limiter les risques de tensions et de conflits portant sur les expropriations foncières, certains villageois avancent que les membres de l'administration ont laissé polluer les terres agricoles de la commune (par les industriels de la zone industrielle) pour mieux en justifier leur récupération par les promoteurs en charge de leur aménagement dans le cadre de l'agrandissement de la ville de Bắc Ninh. Selon un cadre communal,

100 % des terres de Duong O et Dao Xa ne sont plus cultivables, en ce qui concerne les terres de Cham Khe et Ngo Khe, la baisse des rendements est telle qu'on se dirige vers la même situation d'ici quelques années. Ces terres ne peuvent dorénavant servir qu'au développement urbain.

La commune n'a pas de pouvoir en matière d'urbanisme, elle doit appliquer les décisions de la province, cependant, c'est bien à elle qu'incombe

la responsabilité de justifier les choix politiques des niveaux supérieurs et leurs conséquences au niveau local.

Avec l'urbanisation de la commune, nous voyons ressurgir d'anciennes pratiques « collusionnaires » impliquant certaines familles proches du pouvoir et des membres de l'administration.

Au Vietnam, ce n'est pas une bourgeoisie urbaine capitaliste mais plutôt les fonctionnaires d'État et d'autres individus intimement liés à la structure étatique nationale ou locale qui ont en premier lieu bénéficié de la rente foncière. Ces acteurs ont eu un accès privilégié aux terres urbanisables mises à disposition, de manière plus ou moins légale, par les institutions dont ils dépendaient. Bien que la composition sociale des investisseurs dans l'immobilier se soit diversifiée au fil des ans, les fonctionnaires sont, encore aujourd'hui, les premiers informés des projets de développement. Ces individus profitent de leurs accès privilégiés à l'information pour acquérir des terrains qu'ils revendent à plusieurs multiples de sa valeur d'origine lorsque les projets sont rendus publics (Labbe et Musil, 2010).

Certains industriels de Phong Khe ont pu développer rapidement leurs activités à partir de 1986 en raison de leur ancrage dans des réseaux les liant à l'Europe de l'Est. Lorsque les échanges entre le bloc de l'Est et le Vietnam étaient à leur paroxysme, certains habitants occupant des responsabilités dans les coopératives apprirent la gestion, le droit, le commerce et s'armèrent ainsi pour affronter l'ouverture économique de 1986-1987. Ces réseaux perdurent car dorénavant ces chefs d'entreprise participent pour une très large part au chiffre d'affaires total de la production de papier à Phong Khe. Plus encore, ces artisans qui s'enrichissent plus que les autres grâce à leurs réseaux sont dorénavant impliqués dans de nombreuses tractations foncières. À titre d'exemple, ces chefs d'entreprises localisées dans la zone industrielle ont pour certains de nombreuses parts dans les projets d'aménagement que l'administration locale tente de faire accepter par la population.

Outre le fait que la majorité des leaders révolutionnaires de niveau national n'appartenaient ni au prolétariat ni à la paysannerie, ils pouvaient même entretenir de très étroites relations avec les sphères capitalistes et impérialistes. Ce fut le cas de X. à Phong Khe, qui est aujourd'hui l'homme le plus riche du cluster de papier. Il possède plusieurs usines de plusieurs milliers de mètres carrés et est impliqué dans l'aménagement urbain de la commune de Phong Khe, à titre d'investisseur principal. Cet entrepreneur est issu d'une famille de notables qui, à l'époque de la colonisation française, occupa d'importantes responsabilités politiques cantonales. Après la violence et l'impulsivité de la révolution de 1945 pendant laquelle la famille perdit ses biens immobiliers et fonciers, les relations fructueuses entre les autorités politiques en place et cette famille reprirent. Alors qu'un des membres de la famille est un cadre éminent

du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, la famille de X. est à l'origine de la première chaîne de production mécanisée dont le développement a été rendu possible par les puissantes relations entretenues entre les coopératives artisanales en cours de démantèlement, les réseaux d'Europe de l'Est et ceux de la Chine socialiste. X. investit alors dans une zone résidentielle de 40 ha ainsi que dans une zone industrielle (Phong Khe 2). Cette zone est en infraction avec la loi environnementale de 2002 qui prévoit des aménagements pour traiter les eaux usées des zones industrielles (décision n° 76/2000/QD-UB). Par ailleurs, le patron de la plus grosse entreprise de la zone industrielle n'est autre qu'un haut fonctionnaire provincial dont nous tairons le nom pour des raisons évidentes.

3 - Corruption et luttes de pouvoir dans l'administration territoriale

La corruption qui se développe à des niveaux supérieurs à celui de la commune entraîne également de lourdes conséquences sur la qualité de la gestion des territoires et des clusters de villages de métier. Les luttes de pouvoir qui opposent les membres de l'administration territoriale peuvent entraîner, dans certains cas comme dans celui du district de Gia Binh (province de Bắc Ninh), des redécoupages administratifs qui handicapent la gouvernance territoriale. Revenons sur le cas de Gia Binh.

Les provinces de Bắc Giang et de Bắc Ninh ont été séparées en 1996 alors qu'elles formaient jusque-là la province de Hà Bắc. Suite à ce découpage au niveau provincial, le district de Gia Long a lui aussi été divisé en deux nouvelles entités : Gia Binh et Luong Tai.

Lors d'un entretien avec un responsable du district de Gia Binh, les raisons évoquées au sujet de cette reconfiguration territoriale relevaient principalement de la gestion politique du territoire.

Le district de Gia Long était trop grand, certaines communes étaient délaissées par le district, il y avait également une nette différence de dynamisme entre le nord et le sud du district.

Dans les faits, la décision de diviser le district en deux nouvelles entités s'explique également par des tractations politiques dont l'enjeu principal a trait à la carrière professionnelle de certaines personnalités politiques.

La durée d'un mandat de président de comité populaire de district est de trois ans, et souvent ce mandat est reconduit une, voire deux fois. En théorie, les présidents de comités populaires sont nommés par le conseil populaire du même niveau. Dans les faits, la province exerce une pression sur les candidats

et peut influencer très largement sur le résultat des élections. C'est ainsi qu'il est fréquent de voir une même personnalité politique occuper le poste de président de district pendant neuf ans (trois mandats). Ce phénomène s'explique par la nécessité qu'ont les autorités provinciales de choisir elles-mêmes les dirigeants de districts sans compromettre, en apparence, le jeu démocratique des élections¹².

Une directive du bureau politique de novembre 2003 réaffirme que les membres du Parti ne peuvent pas se présenter s'ils n'ont pas été proposés par leur hiérarchie. C'est ainsi que de nombreuses relations intéressées voient le jour entre les responsables provinciaux et les candidats au poste de président de district ou encore de secrétaire du PCV de district. Ces relations politiques sur fond de corruption peuvent mener à d'importants conflits entre prétendants aux postes de président et de secrétaire, et les personnalités occupant actuellement ces postes. Des stratégies d'accession au pouvoir local voient alors le jour, la division d'un district en deux entités en est une.

Ce processus intervient lorsque, pour des raisons de carrières personnelles, les cadres politiques briguant des postes importants au niveau du district ne peuvent attendre que prennent fin les mandats des responsables en poste. Les réseaux des uns et des autres s'affrontent alors. Avant la création du nouveau district, le président de Gia Long, profitant d'appuis importants au niveau provincial, était sur le point d'entamer un troisième mandat. C'est à ce moment-là que des pressions sont exercées par les prétendants au poste de président et secrétaire de district. Ces derniers, craignant ne jamais pouvoir accéder à ces postes occupés par des personnalités soutenues par leur hiérarchie, font à leur tour fonctionner leur réseau pour diviser le district en deux territoires et ainsi créer de nouvelles opportunités politiques qu'ils comptent bien saisir. Si le territoire de Gia Long a pu être divisé de la sorte c'est certainement que les pressions exercées ont fait intervenir des personnalités de l'administration centrale. Ces tractations politiques teintées de corruption ont, comme nous le verrons dans la suite de la démonstration, un coût qui ralentit le développement économique des territoires.

La situation environnementale des villages peut s'expliquer par des facteurs spatiaux (manque de place et fortes densités humaines), économiques (faible rentabilité de l'artisanat), sociaux (forte division du travail et dispersion de l'activité artisanale organisée en clusters). Dans cet article nous avons fait le choix de revenir sur la dimension politique de la dégradation de l'environnement. C'est ainsi que nous avons vu que la structure politico-

12. Le peuple élit les conseils populaires et ces derniers nomment les membres des comités populaires. Le peuple élit les membres du conseil populaire mais le conseil populaire a toujours moins de poids dans la politique locale que le comité populaire.

administrative vietnamienne, en plus d'être rigide, hyper-centralisée et opaque, ne reconnaît pas le cluster comme une entité territoriale à part entière alors même qu'il est la superstructure de l'organisation socio-économique des villages de métier.

Plus encore, cet article revient sur les collusions et autres corruptions dans les villages de métier mais également au niveau des institutions déconcentrées de l'État vietnamien. L'article souligne trois types de collusions et de corruptions. La première a trait à l'organisation sociétale des villages de métier dans lesquels les membres de l'administration en charge de la gestion sont également impliqués dans des réseaux complexes de production au niveau local. La deuxième a trait au positionnement de certains acteurs privés entretenant de fructueuses relations avec les collectivités locales, depuis la période coloniale mais plus encore depuis l'émergence d'un marché foncier périurbain de plus en plus tendu. Enfin, la troisième souligne les stratégies politiques des membres de l'administration territoriale pour accéder au pouvoir. Les conséquences environnementales et économiques de ces « arrangements » sont graves puisqu'ils impactent autant l'économie que la qualité de la gestion de l'environnement des villages de métier.

Bibliographie

Dao Duy Anh, 1955 - *Ancient history of Viet Nam*. Hanoï : Édition de la construction.

Dao The Anh et Fanchette S., 2008 - La crise alimentaire mondiale : une opportunité pour relancer la filière rizicole au Vietnam ?, *Hérodote*, n° 131, p. 175-194.

Dang D.T., 2009 - *Review of previous studies on craft village water pollution*. Canberra : Australian National University.

Dimier V., 2010 - *État et gouvernabilité en Afrique*. Bruxelles : BESPO-Université libre de Bruxelles, avril.

Duchère Y., 2012 - La rareté de l'espace dans les villages de métier du delta du fleuve Rouge : l'exemple des stratégies socio-spatiales villageoises dans la commune de Phong Khe, province de Bắc Ninh. *Écho Géo*, n°21 « Pays émergents », 26 p.

Fanchette S., 2011 - Périurbanisation, libéralisation du marché foncier et villages d'artisans. Le processus d'extension de Hanoï. *L'Espace géographique*, T. 40, n° 1, p. 1-14.

Fanchette S. et Nguyễn Xuân Hoan, 2010 - L'intégration entre les secteurs formel et informel dans les villages de métier. *The Informal sector and informal employment : Statistical Measurement, Economic Implications and Public Policies, Hà Nội, May, 6-7, 2010*. In : Vietnam Academy of Social

Sciences (VASS), Hanoï ; Institut de recherche pour le développement (IRD), Paris, en collaboration avec General Statistical Office ; Ministry of Labour, War Invalids and Social Affairs (MOLISA) ; Agence française de développement, Paris ; Department for International Development (DFID) ; International Labour Organization (ILO), Genève ; United Nations Development Programme (UNDP), New York et Banque mondiale, Washington. Hanoï : VASS.

Gironde C., 2008 - Grandes réformes et petits arrangements dans les campagnes vietnamiennes. *Autrepart*, n° 48, p. 113-127.

Gourou P., 1936 - *Les paysans du delta tonkinois*. Paris : EFEO, 457 p.

Langlet Quach Thanh-Tâm, 1993 - Le phénomène urbain dans le Vietnam traditionnel. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 46, n° 184, p. 419-442.

Nguyen Khac Quynh, Tran Van The et Le Viet Luu, 2003 - *Assessing participatory rural environmental. Management in the craft villages (Cat Que commune, Hoai Duc district, Ha Tay province)*. Hanoï : VASI, UNDP, FAO.

Nguyen Mau Dung, 2010 - Compliance of paper-making plants with regulations on wastewater management in Bac Ninh Province, Vietnam. In : *Environment, Development and Sustainability, Research report*. Hanoï : Department of Economics, Hanoï University of Agriculture, Gia Lam District.

Quertamp F., 2009. La périurbanisation de Hanoï. Dynamiques de la transition urbaine vietnamienne et métropolisation. *Annales de Géographie*, Paris, décembre.

Tessier O. et Papin P., 2002 - *Làng o vung châu thô song hông : van de con bo ngo (Le village en questions)*. Paris : Éditions École française d'Extrême-Orient, 739 p.

Vietnam. Ministry of Agriculture and Rural Development et Japan International Cooperation Agency, Tokyo (MARD-JICA), 2004 - *Rapport : Étude sur la planification du développement des métiers artisanaux selon l'orientation d'industrialisation et de modernisation des campagnes en République socialiste du Vietnam*. Hanoï : MARD-JICA.

———. Ministry of Natural Resources and Environment (MONRE, en vietnamien : Bộ Tài nguyên và Môi trường), 2009 - *State of environment in craft villages, Vietnam*. Hanoï : MONRE, 98 p.

Résumé

Cet article, après avoir abordé la question de la reconnaissance des clusters de villages de métier par la superstructure politico-administrative vietnamienne pose la question de l'efficacité du traitement politique de ces localités confrontées à des problématiques industrielles et urbaines de plus en plus prégnantes. La dernière partie de l'article revient sur les modalités de la gouvernance de ces systèmes de production en s'intéressant tout particulièrement à la corruption, aux « petits arrangements » et

autres collusions qui court-circuitent au quotidien la bonne gestion de l'environnement dans les villages de métier.

Mots-clés : Vietnam, Hanoï, gouvernance, corruption, cluster, villages de métier, métropolisation, environnement

Abstract

Political stakes in the management of the environment in the craft villages's clusters of the delta of the Red river (Vietnam)

This article deals with the question of the place and the role of craft villages' clusters in the political and administrative superstructure in Vietnam. The governance of these localities is emphasized in order to understand the forms and the nature of the political treatment of craft villages by the authorities in the periurban areas of the metropolitan area of Hanoi. The last part of this article is about a sensitive question : the corruption in the management of craft activities and environment. Indeed, we choose to define the corruption and especially to distinguish three forms of corruption which effects are prejudicial for the environment.

Keywords : Vietnam, Hanoi, governance, corruption, cluster, craft villages, metropolization, environment

